

**ANNONCE DE LA CONFÉRENCE**  
**Union pour l'Étude de la Population Africaine (UEPA)**  
**IX<sup>ème</sup> Conférence sur la population africaine**  
**Lilongwe, Malawi**  
**20-24 mai 2024**

**Thème :**

**« En route vers 2030 : S'appuyer sur le capital humain pour transformer l'Afrique dans un monde d'incertitude »**

Le continent africain subit les effets du COVID-19, de la récession économique mondiale, des guerres et des conflits, ainsi que les effets des triples crises planétaires (changement climatique, perte de la biodiversité, déchets et pollution). Cette situation a freiné les performances déjà reluisantes du continent dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les Nations Unies en 2015 comme un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que, d'ici à 2030, tous les peuples jouissent de la paix et de la prospérité, ainsi que de *l'Agenda 2063* de l'Union africaine (UA) : *l'Afrique que nous voulons*, qui est le plan de développement de l'Afrique pour parvenir à un développement socio-économique inclusif et durable sur une période de 50 ans.

Il est peu probable que toutes les régions du monde parviennent à atteindre un grand nombre d'objectifs de développement durable, en particulier ceux relatifs au changement climatique, à l'égalité des sexes, à l'éradication de l'extrême pauvreté et à mettre fin aux décès maternels évitables. L'Afrique est particulièrement touchée par ces défis en raison de sa démographie, de la faiblesse des investissements dans le capital humain, de normes culturelles bien ancrées qui perpétuent le statut souvent inférieur des femmes et des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et les violences basées sur le genre. Ces défis ont été exacerbés par les effets dévastateurs de la pandémie mondiale de COVID-19, qui affecte les vies et les moyens de subsistance, étouffe les efforts de développement sur le continent et menace d'inverser les gains socio-économiques obtenus par le continent dans la mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063.

En moyenne, une femme africaine a 4,1 enfants au cours de sa vie génésique, soit deux enfants de plus que la moyenne mondiale. Cette situation s'explique par le statut inférieur de la majorité des femmes, les attitudes pronatalistes, le début précoce de la procréation, le faible investissement dans l'éducation et la santé, et le manque d'accès aux méthodes contraceptives efficaces. Si d'autres aspects de l'égalité des sexes ont progressé, comme la scolarisation des filles, les femmes restent à la traîne en ce qui concerne la participation à la main-d'œuvre rémunérée et ne représentent qu'un très faible pourcentage des dirigeants politiques et des responsables du secteur privé. D'ici 2030, la population de l'Afrique sera de 1,68 milliard d'habitants, soit une augmentation de 42 % par rapport aux 1,19 milliard d'habitants de 2015. Cette forte croissance démographique exerce une pression sur les ressources du continent et entrave sa capacité à se développer et à nourrir sa population. Le continent perd rapidement ses forêts au rythme de 2,2 millions d'hectares par an, les terres étant converties à des fins agricoles ou autres. Bien que l'Afrique soit responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent est vulnérable à de nombreuses catastrophes climatiques telles que les inondations, les sécheresses et les températures élevées, qui affectent la santé des populations et la production alimentaire. Le pourcentage d'Africains sous-alimentés est passé de 17 % en 2015 à plus de 20 % en 2022. Pour la première fois en dix ans, en 2021, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave a dépassé 322 millions, contre 192 millions juste avant l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Pendant des décennies, le continent africain n'a pas investi de manière significative dans son capital humain. Il en résulte des indicateurs de santé défavorables, notamment la mortalité néonatale, infantile et maternelle et la sous-nutrition, un faible niveau de connaissances, de compétences et de résilience, entre autres. En outre, la faiblesse des capacités humaines est directement liée à la productivité économique. La Banque mondiale estime qu'un enfant né aujourd'hui en Afrique subsaharienne n'atteindra que 40 % de son potentiel de productivité. Le taux de mortalité maternelle en Afrique subsaharienne est de 545 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, soit plus de sept fois la cible des ODD pour 2030, qui est de moins de 70 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. La faible utilisation et l'accès limité aux services de maternité de haute qualité, ainsi que les comportements reproductifs tels que les grossesses chez les adolescentes, les grossesses répétées et les grossesses à un âge avancé sont quelques-uns des défis que le continent doit relever pour réduire le nombre de décès maternels.

La majorité des mouvements de population en Afrique se produisent à l'intérieur du continent, souvent à la recherche de meilleures perspectives économiques et sécuritaires. Entre 2000 et 2019, plus de 26 millions de personnes ont franchi les frontières d'autres pays, soit une augmentation de 76 % par rapport aux 15,1 millions de personnes du début du siècle. Les conflits sont de loin le principal facteur de déplacement forcé. Au Sahel, presque tous les pays sont touchés par des conflits armés, transformant la région en un foyer d'insécurité, avec la destruction des moyens de subsistance, l'augmentation de l'insécurité alimentaire et l'exacerbation des déplacements de populations. D'autres conflits au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs sont une cause majeure de déplacement de population, de faim et de pauvreté.

Depuis 2015, les perspectives socio-économiques de l'Afrique suscitent un certain optimisme en raison de la possibilité de tirer parti d'un dividende démographique si le continent connaît une transition rapide vers une baisse de la fécondité et une structure par âge favorable, avec davantage de personnes en âge de travailler par rapport aux jeunes personnes à charge. Si le dividende démographique est effectivement en cours dans plusieurs pays africains, l'ampleur des bénéfices observés en Asie dans les années 1980 et 1990 ne s'y est pas matérialisée en raison de l'insuffisance des investissements dans le capital humain, de la mauvaise gouvernance et de la corruption. À l'approche de 2030, le continent africain a besoin d'actions transformatrices pour remédier à des décennies de sous-investissement dans le capital humain et pour contrer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, des conflits armés et bien d'autres crises. On ne saurait trop insister sur le rôle des études démographiques dans cette quête d'actions transformatrices pour le développement durable, ainsi que sur la poursuite de l'étude scientifique de la population et des domaines connexes.

À cet égard, l'Union pour l'Étude de la Population Africaine (UEPA) invite la communauté scientifique, les décideurs politiques et les praticiens à la **IX<sup>ème</sup> Conférence sur la population africaine qui se tiendra à Lilongwe, au Malawi, du 20 au 24 mai 2024**, afin de délibérer et de discuter de la manière dont le continent africain peut s'appuyer sur le capital humain pour accélérer son développement durable dans un monde d'incertitude. Près de 10 ans après l'adoption des objectifs de développement durable et la mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063 de l'UA, 30 ans après la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) du Caire et 50 ans après la Conférence mondiale sur la population de Bucarest, cette conférence offrira une occasion unique et une plateforme pour toutes les parties prenantes de s'engager et de discuter de la façon dont l'Afrique peut tirer parti de son capital humain pour parvenir à un avenir durable pour sa population. La conférence visera à répondre aux questions suivantes : Depuis l'adoption des objectifs de développement durable et après une décennie de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, qu'est-ce qui a fonctionné ? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi ? Trois éléments seront essentiels pour mesurer le succès de la conférence : la qualité des documents présentés, le niveau de participation et, en fin de compte, la contribution des délibérations de la conférence à l'élaboration de l'Agenda 2063 de l'Afrique ainsi qu'au programme transformateur des ODD.